

Retraites : comment faire

Les points de vue d'un et d'un militant FO (à titre

Une "réforme" pour rassurer les spéculateurs

L'Union européenne, disloquée par l'offensive des spéculateurs contre l'euro, a donc adopté un nouveau plan d'aide de 750 milliards d'euros, destiné à « rassurer » les marchés financiers inquiets des capacités de remboursement des Etats surendettés par le renflouement des banques l'an dernier... Euphoriques, les Bourses bondissaient lundi 10 mai de plus de 10 % en une séance, confortées par l'annonce par les gouvernements européens, les uns après les autres, de plans de « rigueur » d'une rare brutalité (lire pages 10 et 11).

En France, Fillon et Sarkozy ont annoncé le gel des dépenses de l'Etat sur les trois prochaines années, hors remboursement des intérêts de la dette et hors pensions des fonctionnaires. Dépenses de fonctionnement et crédits d'intervention devront en réalité diminuer de 5 à 10 % (lire le récit des événements de la semaine passée, page 5). Un tel traitement n'avait jusqu'à présent été administré qu'aux pays dominés d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Voilà une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, de la véritable raison des « réformes » des régimes de retraite engagées dans toute l'Europe : il s'agit de donner des gages à ces marchés financiers, d'ouvrir de nouveaux champs à la spéculation financière et aux fonds de pension, et de tailler dans le « coût du travail ».

Toute la situation appelle à une riposte de la classe ouvrière, ce qui pose des questions primordiales pour la suite des événements. Cette semaine, notre journal a recueilli le point de vue de deux militants, l'un à Force ouvrière, l'autre à la CGT.

Yan Legoff

Interviews

Propos recueillis par Yan Legoff

José Nicol, secrétaire départemental du syndicat "Nous refusons l'allongement de la durée de cotisation"



L'avenir des régimes de retraite est dans toutes les têtes. Inéluctable, la "réforme" ? Quel est ton point de vue ?

Le prétexte invoqué par le gouvernement d'un prétendu trou des caisses de la Sécurité sociale, par exemple, ou la question de l'augmentation de l'espérance de vie sont des arguments bidon. Le point de départ, c'est de dire qu'il n'y a pas de déficit et qu'il n'y a donc aucun « diagnostic partagé » avec le gouvernement, le patronat et l'Union européenne. Il ne peut donc y avoir aucun consensus. La question des retraites, c'est la question de la Sécurité sociale, du salaire différé, donc du salaire et du statut de la fonction publique pour les fonctionnaires. Cela pose également la question des régimes spéciaux. Derrière la question des retraites, on trouve tous les fondements des conquêtes sociales

arrachées notamment par la CGT depuis 1936 ou 1945 dans notre pays.

Le 27 mai, il y a justement une nouvelle journée d'action programmée par l'inter-syndicale CGT-CFDT-FSU-UNSA-Solidaires...

Notre confédération nous appelle à manifester le 27 mai. Bon, mais cela n'empêche pas la discussion. Nous avons tous lu l'appel unitaire. Qu'est-ce que cela veut dire précisément, « une plus juste répartition des richesses » ou la « réduction des inégalités » ? Pourquoi ne pas dire clairement, comme nous l'avons fait à notre congrès confédéral, que nous refusons l'allongement de la durée de cotisation et que nous exigeons le maintien de tous les régimes de retraite existants ? Parce que c'était la condition pour ne pas se fâcher avec la CFDT ?

Qu'est-ce que cela veut dire, appeler « à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des mani-

festations interprofessionnelles dans les territoires » ? Et puis, c'est la troisième journée d'action depuis le début de l'année...

Et ensuite ? On nous dit qu'on verra bien le 28 mai, et qu'en attendant, il y a la campagne d'envoi de cartes postales à Sarkozy...

Comment vois-tu la suite des événements ?

A la commission exécutive de mon syndicat, on a dit : « Qui peut croire un seul instant que nous pourrions faire reculer le gouvernement sans appeler à la grève interprofessionnelle ? »

Ne nous voilons pas la face, on a bien vu ce qui s'est passé l'année dernière : manifestation en janvier, une autre en mars, le 1^{er} Mai, et puis plus rien. Ce n'est pas vrai qu'on y arrivera ainsi. Donc, la ques-

tion, aujourd'hui, c'est la grève interprofessionnelle. On nous parle tout le temps de « montée en puissance ». Mais, à un moment donné, si l'on ne tape pas le patron à la caisse, si l'on ne cherche pas à bloquer le pays, alors

"On se fait encore plomber par la CFDT, comme en 1995, comme en 2003. Alors, il ne faut pas que ça recommence !"

Philippe Navarro, secrétaire du groupement départ du Rhône

"Grève interprofessionnelle le 15 juin pour bloquer le pays"



Pourquoi la question des retraites est-elle aujourd'hui essentielle ?

Il y a eu l'an dernier des centaines de milliers de licenciements dans le privé ou de suppressions de postes dans le public. Avec la crise, les défenseurs du système essaient maintenant d'infliger une défaite décisive à la classe ouvrière sur le terrain de la protection sociale et des retraites. C'est une question centrale. Si l'on gagne sur les retraites, on stoppe cette offensive d'ensemble.

Quelles sont les revendications précises qu'il faut défendre, selon toi ?

Cela se concentre sur deux questions. Aujourd'hui, ils veulent augmenter la durée de cotisation pour diminuer le montant des pensions et rendre impossible dans les faits le départ à 60 ans.

Deuxièmement, le gouvernement veut aller vers un régime unique de retraites, c'est-à-dire faire disparaître tous les régimes particuliers, les régimes de fonctionnaires. C'est ce que les pouvoirs publics, Sarkozy et d'autres appellent le « rapprochement public-privé », qui tourne complètement le dos à la revendication des travailleurs qui est 37,5 annuités de cotisation public-privé, pour une retraite à taux plein, et qui maintient l'existence des différents régimes.

Comment faire reculer le gouvernement ?
Par l'unité syndicale dans la grève sur des revendications claires et nettes.

Précisément, ta confédération appelle à une grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale le 15 juin. Comment cela se présente-t-il ?
D'abord, l'appel de ma confédération syndicale n'est pas seulement adressé aux syndicats FO. C'est un appel unitaire adressé à toute la classe ouvrière et à toutes ses organisations. Nous appelons sans aucun préalable, sans a priori, sur trois revendications : maintien de l'âge légal de départ à la retraite, non à l'augmentation de la durée de cotisation, maintien du Code des pensions civiles

et militaires. Nous ne mettons aucun obstacle à ce que l'unité se réalise, par la grève public-privé, pour bloquer le pays durant 24 heures. Nous allons partout diffuser ces positions, nous réunissons les instances du syndicat, les syndiqués, le personnel. Nous commençons à réserver cars et trains pour monter à Paris, dans la grève.

Cette démarche d'unité a-t-elle commencé à se concrétiser dans ton département ?

Cela a commencé, en effet. Chez les hospitaliers du Rhône, il y a une position commune FO-CGT sur les trois revendications que j'ai indiquées. Cela matérialise un accord, une plate-forme commune dont nous avons besoin pour réaliser l'unité. Je ne connais aucun syndicat CGT qui s'oppose à ces trois revendications.

Je pense que pour tous les syndicalistes, la question de l'efficacité de l'action est posée. Avec ma confédération, l'année dernière, j'ai participé à plusieurs journées d'action avec des grèves et des manifestations. Qu'a-t-on gagné avec cela ? Rien. La force des travailleurs, c'est la grève. Tous les syndicalistes, tous les travailleurs le savent. Et les patrons et le gouvernement aussi... Je rappelle ce qu'a déclaré notre com-

reculer Sarkozy ? militant CGT

personnel)

CGT PTT d'Eure-et-Loir

les moyens de pression sont extrêmement limités. Bien entendu, on peut toujours pétitionner, manifester, mais à condition que cela prépare le blocage du pays par la grève public-privé tous ensemble.

Ne contournons pas la question : peut-on vraiment enrayer l'offensive gouvernementale dans une unité d'action avec la CFDT ?

La question se pose, c'est sûr. On en discute beaucoup avec les copains dans le syndicat. Honnêtement, on pense qu'on se fait encore plomber par la CFDT, comme en 1995, comme en 2003.

C'est ce que nous avons dit, à l'unanimité, dans la résolution de la commission exécutive de mon syndicat, que nous avons adressée au bureau confédéral.

Alors, il ne faut pas que ça recommence ! Et il n'y a pas que chez les postiers qu'on pense cela. J'étais au congrès confédéral, en décembre dernier.

Chère que n'y avait finalement pas pris la parole, comme c'était pourtant prévu, parce qu'il était évident, vu la teneur de bon nombre d'interventions, qu'il s'y ferait siffler. A la CGT, on est nombreux, c'est vrai, à penser qu'on ne peut pas agir avec une

organisation qui dit aujourd'hui ouvertement, par exemple, qu'elle est prête à discuter de l'augmentation du nombre d'annuités de cotisation, ou encore qui dit, concernant les fonctionnaires, qu'elle accepte la remise en question de la règle du calcul des pensions sur les six derniers mois de traitement d'activité, au nom de l'équité entre le public et le privé.

L'unité, ce sont d'abord les revendications. C'est pour cela que, dans notre département, tout comme nous faisons l'unité pour combattre les suppressions d'emplois ou sur d'autres questions professionnelles, nous avons mis en place avec nos camarades de FO une pétition sur la question des retraites.

Cela ne veut pas dire qu'on est d'accord à 100 %. Mais je considère que, sur cette question clé, nous allons dans le même sens.

Les retraites, c'est donc vraiment une question centrale dans la CGT...

Oui, on discute beaucoup dans l'organisation. La CGT, ce sont les grandes conquêtes sociales de 36, de l'après-guerre. On ne peut laisser démonter tout cela. C'est toute une tradition de lutte qu'il faut préserver, celle de la CGT.

Sommet social à l'Élysée : les réactions des dirigeants syndicaux

Le 10 mai, Nicolas Sarkozy recevait les confédérations syndicales et les organisations patronales. Voici les déclarations des représentants de la CGT, de la CFDT et de FO, recueillies par l'AFP.



Photos AFP

Bernard Thibault (CGT) :
« Le bilan de cette rencontre est assez négatif. Il est spectaculaire de noter qu'il n'y a aucune mesure particulière nouvelle pour faire face à la situation des salariés (...). Sur les retraites, le président de la République a attiré notre attention sur le fait qu'il avait l'intention de prendre des mesures en termes de financement en ayant recours aux plus hauts revenus, voire aux revenus du capital. C'est nouveau comme annonce, même s'il est très tôt pour apprécier la portée de cette annonce. »



François Chérèque (CFDT) :
« Les mesures concernant le soutien à l'emploi mises en place l'année dernière pendant la crise seront reconduites : c'est une bonne chose, ces mesures sont utiles. Par contre, sur le pouvoir d'achat, rien, les mesures mises en place l'année dernière ne seront pas reconduites (...). C'est la raison pour laquelle la CFDT pense qu'il faut réussir la journée d'action du 27 mai à l'appel de l'intersyndicale. »



Jean-Claude Mailly (FO) :
« Le président de la République se refuse à utiliser le terme de rigueur, il parle de gestion responsable. Il n'en reste pas moins que, pour nous, deux éléments peuvent mener à la rigueur et sont déjà utilisés : la révision générale des politiques publiques, qui risque de s'amplifier, et la réforme des retraites. »

temental FO des services de santé

mission exécutive confédérale extraordinaire du 4 mai : « Pour FO, il s'agit, par un renforcement de la mobilisation, de montrer la détermination des travailleurs. »

Il est reproché à Force ouvrière, y compris par le journal patronal Les Echos, ce qui est assez paradoxal, de diviser le front syndical.

Que réponds-tu à cette accusation ?

Paradoxal ? Oui et non. Gouvernement et patronat comprennent parfaitement le danger d'un appel à la grève interprofessionnelle. Du côté des politiques comme du côté de ceux qui veulent aider le gouvernement, ce danger est aussi très bien compris.

D'où cette sorte de campagne qui a été déclenchée dès le lancement de l'appel de la commission exécutive confédérale. Tous, à

leur manière, disent la même chose : FO divise. FO divise ? Parce que nous disons qu'il faut arrêter avec les journées d'action qui ne servent à rien ? Parce que nous disons qu'il faut des revendications claires et pas celles

du gouvernement ?

Parce que nous disons que seule la grève interprofessionnelle peut permettre de gagner ?

Ça, ce n'est pas de la division, bien au contraire, et tous ces détracteurs de FO le savent très bien.

Dans la CGT, dans la FSU, et même parmi les militants de la CFDT, chez SUD, tout le monde le sait : l'unité, c'est la grève, pour gagner sur les revendications. Comme tout syndicaliste, je pense que le front syndical ne peut exister que s'il s'appuie sur des revendications syndicales.

Et je ne connais aucun travailleur qui m'ait dit : je suis d'accord pour augmenter la durée de cotisation, je suis d'accord pour que les régimes particuliers, les régimes de fonctionnaires disparaissent.

ÉDITORIAL

La messe n'est pas dite

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Stupéfaction ? Indignation ? Colère ? Lequel de ces sentiments l'emporte, ce lundi 10 mai, quand les travailleurs apprennent que 750 milliards d'euros sont mobilisés une nouvelle fois pour sauver les banquiers et les spéculateurs ?

Fillon vient d'annoncer un plan meurtrier contre les salaires, les retraites, les services publics, comme tous les gouvernements d'Europe. Les « marchés », nous dit-on, sont « apaisés » (lire page 8 le communiqué du secrétariat permanent du POI). Quelques jours plus tôt, le vendredi 7 mai, Les Echos commentent le plan de rigueur de Fillon. Les mesures du gouvernement, écrit ce porte-parole du capital financier, s'inscrivent dans « la suite de la série "Urgences sur les finances publiques", dont l'épisode majeur de 2010 est une réforme des retraites dont l'épilogue — le report de l'âge légal de départ — est déjà connu ».

Ainsi donc, « l'épilogue » serait déjà connu, la messe serait dite : quoi que fassent les travailleurs et leurs organisations, cela ne servirait à rien, la contre-réforme des retraites passerait !

Qu'est-ce qui donne à la classe capitaliste et à ses représentants une telle morgue ?

Au lendemain de l'annonce des 750 milliards d'euros offerts aux spéculateurs, après que tous les gouvernements d'Europe et Obama lui-même ont applaudi à cette initiative, le Parti socialiste a, dans un communiqué, salué ce « premier pas », précisant : « Mieux vaut tard que jamais. » Quant à L'Humanité, son éditorial du 11 mai débute par ces mots : « La création enfin d'un fonds d'entraide et de solidarité européenne que nous avions souhaité marque un tournant important dans l'histoire de la construction européenne. »

750 milliards d'euros pour venir en aide aux capitalistes et aux spéculateurs : un « premier pas » (PS) que le PCF avait « souhaité » ? Pourtant le lien, étroit, est évident entre le plan d'aide aux capitalistes et les attaques contre la classe ouvrière. Alors, comment comprendre que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste se joignent au chœur de tous ceux qui se congratulent de la décision prise à Bruxelles (en réalité : à Washington) ?

De toute évidence, cette Union sacrée guidée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international rassure les capitalistes et le gouvernement. Est-ce pour cela qu'ils veulent croire la bataille des retraites déjà gagnée pour eux ?

Certes, la situation est difficile, nombreux sont les obstacles. Mais dans une situation où la classe ouvrière subit les coups les plus meurtriers, le travailleur — qu'il soit du public ou du privé, qu'il sympathise avec le Parti socialiste ou le Parti communiste, ou tout autre parti, qu'il soit syndiqué ou non — veut garder sa retraite. Comme il veut garder ses droits et ne pas voir liquider les acquis arrachés de haute lutte par les générations précédentes.

Ces questions ne peuvent se résoudre, en dernière analyse, que sur le terrain de la lutte de classe directe. Rien n'est dit, rien n'est joué.

« Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy ! » : jamais ce mot d'ordre n'a autant été d'actualité. Il s'exprime aujourd'hui dans l'activité constante des comités pour l'unité. Et, singulièrement, dans la préparation du meeting du 28 mai à Paris. ■

Chronique

POLITIQUE

60 ans... avec 43, 44, 45 annuités ?

Daniel Shapira

Le 6 mai, l'un des responsables de la CFDT, Marcel Grignard, a commenté ainsi l'appel signé par son organisation avec la CGT, la FSU, l'UNSA et Solidaires à une journée d'action le 27 mai : « *Les réformes sont nécessaires, mais elles doivent être justes et équitables.* »

Et l'on sait ce que veut la CFDT : l'unification public-privé, c'est-à-dire la mort du Code des pensions et des régimes particuliers, et, surtout, l'acceptation de l'augmentation de la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein. La duplicité de cette alliance avec la CFDT, au nom de « l'unité », trouve son pendant politique. Le même 6 mai, lors du meeting appelé par la Fondation Copernic, Razy Hammadi, considéré comme représentant de l'aile gauche du PS, a déclaré : « *Il faut inventer*

On sait ce que veut la CFDT : l'unification public-privé, et, surtout, l'acceptation de l'augmentation de la durée de cotisation

un nouveau système qui nécessite de l'imagination (...), mais en aucun cas le statu quo. » Et il dénonce : « *Il peut exister chez certaines organisations la volonté de dire : on ne touche à rien.* »

En aucun cas le statu quo ?

L'un des représentants de l'aile droite du PS, Manuel Valls, en a donné le contenu dimanche 9 mai. Plaidant « *pour un vrai consensus entre la droite et la gauche, avec les partenaires sociaux* », il a répété que « *cela passe par l'allongement de la durée de cotisation* ». Ce que préconisent la CFDT et le gouvernement.

Ainsi, l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein devient, ouvertement ou de manière implicite, l'axe du consensus qu'appellent de leurs vœux depuis des semaines Fillon et Sarkozy. Comment, dès lors, faut-il comprendre l'intervention de Besancenot lors de ce même meeting de Copernic, lorsqu'il a déclaré : « *Toute la gauche politique et sociale parle d'une seule voix, on ne touche pas aux retraites, aux 60 ans* » ?

60 ans sans dire non à tout nouvel allongement de la durée de cotisation ? Mais qui pourra partir à 60 ans si la durée de cotisation passe à 43, 44 ou 45 annuités ?

N'a-t-on pas là la vraie base commune entre l'appel Copernic... et la CFDT ?

Reportage

La gauche et l'extrême gauche pour un débat sur les retraites...

Le meeting "unitaire" du 6 mai autour de l'appel Copernic "Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites".

Isabelle Rémy

Ils étaient tous là, représentants d'Attac et de la Fondation Copernic, leaders de « partis de gauche » (Cécile Duflot pour les Verts, Jean-Luc Mélenchon pour le Parti de gauche, Razy Hammadi pour le PS, Pierre Laurent, qui remplaçait Marie-George Buffet, pour le PCF, Olivier Besancenot pour le NPA), responsables d'organisations syndicales (Annick Coupé, de Solidaires, Jean-Marie Roux, de la CGT Finances, Anne Féray, de la FSU).

Les caméras de télévision se pressaient devant la tribune de la salle de La Bellevilloise, dans le XX^e arrondissement de Paris, ce jeudi 6 mai, où quelques centaines de participants se tassaient dans une salle prévue pour 300...

Pour les orateurs, un maître mot, « l'unité », pour laquelle ce meeting serait une étape : il faut « *qu'on soit tous ensemble* », insiste Jean-Luc Mélenchon. « *Nous visons le rassemblement le plus large* » et « *nous travaillons sans relâche sur le terrain social comme sur le terrain politique à cette union la plus large* », répond Pierre Laurent, tandis que Razy Hammadi estime que « *la gauche est en capacité de se rassembler* ».

Pour Olivier Besancenot, la participation à cette réunion « *est un engagement que les différentes organisations politiques, sociales et syndicales prennent, un engagement à mener une campagne politique et sociale unitaire* ».

Et d'insister pour que « *toute la gauche sociale et toute la gauche politique parlent d'une seule et même voix* » (1).

L'unité, mais sur quoi ?

Pour Edwy Plenel, président de Médiapart, animateur de ce débat, les retraites, ce n'est « *non pas des droits acquis, non pas des droits conquis, mais des droits naturels* ».

Rappelons, en effet, que l'appel Copernic se conclut par l'affirmation selon laquelle « *la question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre* ».

Affirmation reprise par le représentant de la CGT Finances, qui explique que « *cela signifie qu'elle ne peut pas être prise en charge par les seuls salariés et par leurs organisations syndicales* », et que cela « *nécessite une mobilisation citoyenne* » pour « *lever la vague de fatalisme qui freine la mobilisation des salariés...* ».

Pour ce responsable syndical, parce que les travailleurs seraient « *fatalistes* », parce que ce sont eux qui freineraient la mobilisation, il faudrait une « *mobilisation citoyenne* » ?

La défense des retraités ne relèverait donc pas du combat des travailleurs et de leurs organisations syndicales ?

Or les retraités, la Sécurité sociale et toutes les conquêtes ouvrières n'ont-elles pas été arrachées précisément par les travailleurs et leurs organisations par leur lutte de classe contre la classe exploiteuse ?

Leur défense ne relèverait-elle plus de la lutte de classe ? Non. On nous parle de mobilisation citoyenne, de débat...



La tribune du meeting du 6 mai, dans le XX^e arrondissement de Paris.

Quel est le contenu de cette "mobilisation citoyenne" ?

La solution serait dans le « *partage de la richesse produite* », une idée que le représentant d'Attac veut « *imposer au centre du débat public* ». Car il faut débattre. Besancenot insiste, « *la perspective politique, c'est celle de la répartition des richesses et celle aussi de la répartition du temps de travail* », car, explique-t-il, « *si on travaille moins à l'intérieur des entreprises pour que tout le monde à l'extérieur des entreprises ait un emploi, et ça, ça s'appelle le partage du temps de travail et la réduction du temps de travail, personne ne parlerait du problème des retraites...* ». Et nous y voilà : il faut débattre parce qu'il y aurait un « *problème des retraites* ». Il faut débattre parce qu'il faudrait trouver des solutions à leur financement, par exemple le « *partage des richesses* » et « *le partage du travail* ». Il faut rentrer dans le débat sur le financement voulu par Sarkozy.

Sarkozy à qui Besancenot, concluant les interventions, veut même « *envoyer un message* » : « *Si, dans les semaines à venir, l'ensemble de la gauche ici présente mène bataille pour dire "Pas touche à la retraite à 60 ans", bien sûr que du côté de l'Élysée, il va recevoir le message.* » Il faut débattre et envoyer un message « *du côté de l'Élysée* ».

Car ce que Pierre Laurent reproche au gouvernement, c'est d'organiser « *une parodie de débat* ». « *Il n'y a pas pour le moment le début du commencement d'un débat sur la réforme des retraites. Ni les organisations syndicales qui sont reçues ni les partis politiques qui sont consultés ne sont saisis du moindre projet, de la moindre proposition précise du gouvernement* », regrette-t-il. Pas le moindre projet ?

Mais le gouvernement l'a dit, tout est sur la table : allongement de la durée de cotisation, âge légal de départ, niveau des pensions, Code des pensions et régimes spéciaux... Tout le monde le sait. Et sous couvert « *d'unité* », il ne faudrait revendiquer que le maintien de « *la retraite à 60 ans* » ?

"L'unité", une "mobilisation citoyenne"... pour quoi faire ?

Le représentant d'Attac propose de « *mettre en discussion partout dès ce soir l'idée de marquer un grand coup dans le pays aux alentours de la première quinzaine de juin* » et de « *poser l'exigence de la question référendaire sur le problème des retraites* ».

Et nous y voilà. Comme pour La Poste, avec le résultat que l'on sait, il s'agit d'organiser un « *débat public* », une « *votation citoyenne* » sous l'égide d'un regroupement politico-syndical encamisolant les organisations syndicales, contre la lutte de classe des travailleurs avec leurs organisations.

« *Voilà notre horizon tracé* », lance Mélenchon, qui en détaille le calendrier : « *Le texte de loi sera déposé le 13 juillet au Conseil des ministres... Les amendements seront recueillis dans les commissions pendant l'été. Le débat parlementaire commencera le 7 septembre... C'est entre maintenant et le 7 septembre qu'il faut agir.* » Et pour cela, « *la première condition est qu'on soit tous ensemble* ». ■

(1) Quatre heures plus tôt, la direction du PS mettait en ligne un communiqué dans lequel elle « *exprime son soutien à G. Papandréou* ».

Faire payer les retraités !

C'est ce que propose (*Le Monde*, 9-10 mai) la fondation Terra Nova, « *think tank* » proche du PS. Il faudrait aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs par « *souci d'équité intergénérationnelle* », car, voyez-vous, « *les retraités sont dans une situation meilleure que les actifs* ». Rendez-vous compte : « *Les retraités bénéficient d'une CSG de 6,6 %, voire de 3,8 %, contre 7,5 % pour les actifs. Ils continuent d'avoir un abattement fiscal de 10 % pour frais professionnels, des majorations de retraite et toute une série d'avantages annexes.* »

Terra Nova prône aussi un allongement de la durée de cotisation et « *une retraite individualisée à la carte* ».

Payer ou ne pas payer la dette...

Dans un article publié dans l'hebdomadaire du NPA (6 mai), deux membres du « *groupe de travail économie du NPA* » expliquent que le « *plan de sauvetage* » de la Grèce de l'Union européenne et du FMI doit être refusé « *parce qu'il est aussi injuste que le sont les plans du FMI ailleurs* ».

« *Injuste* » ? Pourquoi « *injuste* » ? Parce qu'« *il faut refuser de payer pour des dettes sans audit, transparence et débat sur ces dettes* ». Parce que, avec « *audit, transparence et débat* », les dettes, qui ne sont pas celles des peuples et des travailleurs, deviendraient acceptables ?

Voilà ce qui s'appelle « *moraliser* » le capitalisme.

Document

La semaine où tout s'emballe

Du 4 mai, date de l'appel adopté par la commission exécutive extraordinaire de la confédération Force ouvrière à une journée de grève générale interprofessionnelle le 15 juin, à l'adoption le 10 mai, par les gouvernements de l'Union européenne, dont la France, du "plan de secours" de 750 milliards d'euros, les événements se sont déchaînés dans notre pays. Nous publions jour par jour la chronologie de la semaine écoulée.



Photos AFP

Par Daniel Shapira

• **Mardi 4 mai : "Retraites : FO appelle à une journée de grève générale mardi 15 juin"**

La commission exécutive de FO a décidé « d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à Paris » pour la défense des retraites, a annoncé mardi la confédération.

Cette date a été choisie, car « l'avant-projet de loi devrait être connu vers la mi-juin », rappelle la commission exécutive dans une déclaration adoptée « à l'unanimité » (...). Pour justifier son initiative, la confédération déclare que, « parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir, figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du Code des pensions pour les fonctionnaires ».

Selon la commission exécutive de FO, « il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements, dont le gouvernement français ».

• **Mercredi 5 mai, le journal patronal "Les Echos" réagit**

Dans l'article que *Les Echos* consacrent à la décision de la commission exécutive de Force ouvrière d'appeler à la grève le 15 juin, on lit notamment : « Au-delà du risque d'apparaître comme le diviseur, que Jean-Claude Mailly mesure bien, il y a là un pari risqué, suicidaire même pensent certains, de compter ses troupes (...). L'appel lancé mardi par FO est une forme d'aboutissement de retour à la tradition d'isolement cultivée par Marc Blondel (...). Il reste à savoir si l'appel à la grève interprofessionnelle va réveiller les querelles internes comme en 2003. La décision a été prise à l'unanimité de la CE, dans laquelle siègent des trotskystes du Parti ouvrier indépendant (ex-Parti des travailleurs) et des réformistes. »

Le journal patronal *Les Echos* partisan de l'unité des centrales syndicales... On aura tout vu !

• **Mercredi 5 mai, la direction de la CGT exclut de participer à la grève annoncée par FO**

Selon l'AFP, Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT, a jugé « exclu », mercredi, que l'intersyndicale participe à la journée de grève générale du 15 juin annoncée la veille par FO, prédisant qu'elle se mettrait d'accord jeudi pour annoncer sa propre initiative avant cette date.

Interrogée par l'AFP sur l'appel de FO à une grève interprofessionnelle le 15 juin avec manifestation à Paris pour défendre les retraites, Mme Prigent, représentante de la CGT dans l'intersyndicale, l'a jugée « un peu irresponsable ». « C'est plus que dommage », a-t-elle regretté.

• **Mercredi 5 mai, le gouvernement annonce : chute des départs à la retraite en 2009 pour les fonctionnaires**

Les départs à la retraite des fonctionnaires ont accusé une chute sensible en 2009, notamment en raison de l'allongement de leur durée de cotisation, a indiqué mercredi le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Georges Tron.

« On constate effectivement une diminution du nombre de départs à la retraite en 2009 de l'ordre de 16 % », a déclaré M. Tron à l'AFP. Ce phénomène s'explique notamment par l'impact de la réforme des retraites de 2003, qui a allongé la durée de cotisation des fonctionnaires en l'alignant progressivement sur celle du privé, a indiqué le secrétaire d'Etat. Et il faudrait accepter, comme le préconise la CFDT, un nouvel allongement de la durée de cotisation ?

• **Mercredi 5 mai, des dizaines de milliers de salariés grecs dans les rues**

Les manifestations contre les mesures d'austérité ont réuni, selon la police, près de 30 000 personnes à Athènes et 20 000 à Salonique, la deuxième ville grecque, dans le nord du pays. La centrale syndicale du secteur privé, GSEE, a affirmé qu'il s'agissait du rassemblement « le plus important jamais organisé » en Grèce. « FMI et UE nous volent un siècle d'acquis sociaux », pouvait-on lire sur une banderole.

• **Jeudi 6 mai, l'intersyndicale appelle à une journée de "grèves et manifestations" le 27 mai**

Selon l'AFP, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la CGT à Montreuil, les syndicats ont demandé à « l'ensemble de leurs organisations » de préparer des « actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires ». La « journée nationale de mobilisation » du 27 mai vise à « interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs, et peser sur les choix à venir », indique le texte des syndicats (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA) qui se réunissaient pour préparer le sommet social organisé lundi par l'Elysée et la mobilisation pour la défense des régimes de retraite.

Insistant sur la réforme des retraites, ces organisations assurent que « la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société ».

Aucune revendication dans cet appel commun. Pas un mot sur le Code des pensions et les régimes particuliers. Nulle part ne figure l'exigence de s'opposer à tout nouvel allongement de la durée de cotisation. L'appel se concentre sur la demande d'une meilleure « qualité de dialogue social ».

• **Jeudi 6 mai, l'aveu de la secrétaire générale de la FSU**

Présentant à ses structures syndicales l'appel à la journée du 27 mai, la nouvelle secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, écrit : « Nous avons prévu de nous revoir le 20 mai pour faire le point sur la situation et voir si nous pouvons, compte tenu des annonces qui seront faites, aller plus loin dans notre expression commune. Chacun a jugé par ailleurs que cette décision du 27 mai se suffisait à elle-même en guise de réponse à la journée de juin proposée par FO. »

Bernadette Groison, par cette note, exprime tout haut l'unique but de l'appel à cette journée du 27 mai.

• **Jeudi 6 mai, meeting Copernic**

Ce meeting a pour ciment unique l'exigence de la retraite à 60 ans (voir page 4).

• **Jeudi 6 mai, le plan de rigueur de Fillon**

Le Premier ministre, François Fillon, annonce un véritable plan de rigueur, avec notamment la baisse, en valeur réelle, des dépenses publiques entre 2011 et 2013. L'AFP commente : « L'objectif est de se mettre en conformité avec les exigences européennes et garantir son crédit sur les marchés financiers, et vis-à-vis des agences de notation tant redoutées. Les premières pistes vont dans le sens d'une réduction drastique des dépenses (...). Pour y parvenir, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sera poursuivi et les dépenses de fonctionnement de l'Etat seront amputées de 10 % en trois ans (...). Les dépenses d'intervention, qui désignent notamment aides à l'emploi (contrats aidés) et aides sociales (aide au logement, allocation adulte handicapé), seront remises à plat. » Un vrai plan « à la grecque ».

• **Samedi 8 mai, la fondation Terra Nova veut mettre à contribution les retraités**

Selon l'AFP, la fondation Terra Nova, proche du PS, suggère de mettre « à contribution »

les retraités en alignant leur fiscalité sur celle des actifs, dans une interview au *Monde*, daté de dimanche-lundi, de son président, Olivier Ferrand.

« Les retraités d'aujourd'hui doivent être mis à contribution à un niveau raisonnable », affirme-t-il, estimant que leur fiscalité dérogatoire représente 10 milliards d'euros. « Le vrai sujet est la durée de cotisation, qu'il faudra, de 2020 à 2050, allonger », prône M. Ferrand.

• **Dimanche 9 mai, élection régionale en Allemagne : la presse allemande évoque un "désastre" pour Merkel**

Selon l'AFP, la presse allemande juge très sévèrement le camouflet électoral subi par la coalition d'Angela Merkel lors du scrutin régional de dimanche en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, évoquant « un désastre » et « un séisme » pour la chancelière et ses alliés.

• **Nuit du 9 au 10 mai : le plan de 750 milliards d'euros**

Selon l'AFP, les pays de l'Union européenne se sont mis d'accord à l'arraché sur la mise en place d'un plan de secours historique allant jusqu'à 750 milliards d'euros pour aider les pays de la zone euro si nécessaire et endiguer une crise financière qui menace de gagner toute la planète. Cette enveloppe sans précédent dans l'histoire récente pour un programme de soutien financier inclut des prêts et garanties des pays de la zone euro, ainsi que des prêts du Fonds monétaire international.

Le total se décompose en 60 milliards de prêts apportés par la Commission européenne et de 440 milliards d'euros de prêts et garanties par les pays de la zone euro, soit 500 milliards au total. Le FMI apportera aussi une contribution supplémentaire sous forme de prêts, pour un montant jusqu'à 250 milliards d'euros.

• **Lundi 10 mai, au matin, Portugal et Espagne se sont engagés sur des mesures supplémentaires**

Selon l'AFP, le Portugal et l'Espagne se sont engagés à prendre des mesures supplémentaires pour réduire leur déficit, ont indiqué la Commission européenne et la présidence espagnole de l'Union européenne.

• **Lundi 10 mai, le commentaire de Dominique Strauss-Kahn**

Selon l'AFP, le fonds de centaines de milliards d'euros mis en place dimanche par les pays de l'Union européenne « est un grand pas en avant », a déclaré lundi le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.